

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert Thomas  
02100 Saint-Quentin

SAINT-QUENTIN, le 4 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**RICHET S.A.**

10 rue de Marle  
02250 TAVAUX ET PONTSERICOURT

Références : RICH22Rpref\_514  
Code AIOT : 0005105900

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement RICHET S.A. implanté 10 rue de Marle 02250 TAVAUX ET PONTSERICOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'établissement RICHET de Tavaux-et-Pontsericourt est devenu Seveso seuil bas à la suite de la modification de la classification de l'eau de Javel.

Ce changement a été acté par arrêté préfectoral du 20 novembre 2018. Cet arrêté demandait la remise d'une étude de dangers pour le 31 décembre 2019.

Compte tenu du rachat de l'établissement en 2019 par la société PINTAUD puis de la pandémie, l'étude a finalement été remise début 2022.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RICHET S.A.
- 10 rue de Marle 02250 TAVAUX ET PONTSERICOURT
- Code AIOT : 0005105900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement RICHET assure des activités de conditionnement d'eau de Javel à différentes concentrations en vue de la vente notamment au grand public.

L'eau de Javel arrivant sur site à concentration élevée est diluée en fonction de la concentration souhaitée puis conditionnée en petits contenants.

Le site assure également la production de pastilles de Javelle.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

L'inspection, axée sur l'état des stocks, avait pour objet de vérifier le classement Seveso de l'établissement et de vérifier la cohérence des installations avec la description faite dans cette étude.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement Seveso	Arrêté Préfectoral du 29/11/2018, article 1.2	/	Justifier du non dépassement permanent des quantités maximales autorisées
7	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Demande de consultation des services de l'Etat en parallèle de l'élaboration du POI

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
6	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
9	Remise de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 29/11/2018, article 2.2	/	Sans objet
10	Information des ICPE voisines	Arrêté Préfectoral du 29/11/2018, article 2.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si l'exploitant dispose d'un état des stocks, celui-ci s'avère incomplet (absence de certaines matières premières, des produits combustibles comme les emballages, des quelques bouteilles de gaz, des déchets) et non conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation (absence de plan des stockages, modalités de mise à disposition des services de l'Etat non convenue avec ces derniers...).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Classement Seveso

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2018, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations classées : - Rubrique 4510-1 : Dangereux pour l'environnement aquatique - quantité supérieure à 100 tonnes - installation soumise à autorisation / statut Seuil Bas - Rubrique 2662-3 : stockage de polymères - quantité comprise entre 100 et 1000 m3 - installation soumise à déclaration
<b>Constats :</b> La société RICHET exploite une usine de dilution et de conditionnement d'eau de Javel. L'arrêté préfectoral du 29 novembre 2018 classe l'établissement Seveso seuil bas au titre de la rubrique 4510 de la nomenclature, rubrique applicable à l'eau de Javel. L'exploitant dispose de capacités de stockage de ce produit à différentes concentrations. Les caractéristiques de ces stockages sont reprises dans l'étude de dangers de l'exploitant (version 3 de février 2022). L'inspection du 15 septembre 2022 a permis de vérifier la concordance entre les quantités d'eau de Javel présentes et le classement. Les quantités présentes étant considérées comme données sensibles, les informations précises sont reprises en annexe confidentielle au rapport.

<p>L'inspection a permis de constater de possibles incohérences entre les quantités d'eau de Javel autorisées à être stockées et les capacités de stockage.</p> <p><b>Fait susceptible de suites n°1</b> : les capacités de stockage de Javel en vrac sont supérieures à la quantité d'eau de Javel (de concentration supérieure à 5% de chlore actif) autorisée à être stockée. Si les capacités vrac d'eau de Javel de concentration supérieure à 5% étaient pleines simultanément, la quantité stockée resterait dans le même régime de classement (autorisation ; statut Seveso bas) ; les différentes cuves peuvent cependant ne pas être toutes complètement remplies ; ainsi, le jour de l'inspection, les quantités d'eau de Javel reprises dans l'état des stocks (cuves et palettes confondues) sont inférieures à la quantité maximale autorisée par l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2018 ; il est donc demandé à l'exploitant de justifier sous 1 mois qu'il ne dépasse jamais les quantités maximales d'eau de Javel autorisées à être présentes (par exemple par des dispositions spécifiques de suivi des stocks, la limitation des quantités stockées dans les cuves...).</p> <p><b>Observations :</b>  L'étude de dangers doit être modifiée pour répondre aux observations suivantes :  - les cuves tampons d'eau de Javel ne sont pas reprises dans le descriptif des installations ;  - les plans de l'étude de dangers doivent être mis à jour avec la situation réelle d'implantation des stockages de cartons, bidons plastiques et palettes de produits finis ;  - les pastilles de Javelle de mention de dangers H400 ne sont pas reprises dans le descriptif des installations classées au titre de la rubrique 4510 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2018 ; ce point est cependant précisé dans l'étude de dangers déposée par l'exploitant et en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

## N° 2 : État des matières stockées – Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un état journalier des matières stockées. Cet état est mis à jour chaque soir sur la base des entrées/sorties de produits.  Il est vérifié une fois par jour (5 jours/semaine) par un contrôle visuel des quantités stockées dans les cuves.  Cependant, cet état des stocks ne reprend que les matières dangereuses produites (Javel et pastilles). Ne sont pas repris les matières combustibles non dangereuses (cartons, palettes en bois, granulés et bidons en polyéthylène), ainsi que les matières dangereuses servant de matières premières pour la production des pastilles.</p> <p><b>Non conformité n°1 :</b> l'état des stocks ne reprend pas toutes les matières demandées par l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels des ICPE soumises à autorisation.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.
<b>Constats :</b> L'état des stocks ne reprend que les quantités d'eau de Javel et de pastilles de Javelle présentes. <b>Non conformité n°2 :</b> L'état des stocks n'est pas conforme aux dispositions réglementaires : - il ne reprend pas les déchets ni le détail par zones de stockage ; - il ne reprend pas tous les produits dangereux susceptibles d'un classement au titre d'une rubrique 4XXX (ex : matières premières pour la production des pastilles de Javelle)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks synthétique pour information de la population
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> L'état des stocks actuels permet juste de donner un état synthétique pour le principal produit présent, à savoir l'eau de Javel. <b>Non conformité n°3 :</b> L'état des stocks synthétique devra être complété sur l'ensemble des matières et déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 5 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les

matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
<b>Constats</b> : L'inspection a permis de constater que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité pour les différentes concentrations de Javel. Ces fiches sont notamment disponibles via internet.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**N° 6 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (1)**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Accessibilité des documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats</b> : L'état des stocks est disponible sur ordinateur dans un local indépendant des zones de stockage.
<b>Observations</b> : L'accessibilité pourrait être améliorée par une possibilité d'accès à distance.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**N° 7 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (2)**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Accessibilité des documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : 1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
<b>Constats</b> : La localisation de l'état des stocks et les modalités d'accès à cet état n'ont pas été convenus avec les différents services.
<b>Fait susceptible de suites n°2</b> : La mise en place d'un plan d'opération interne étant prévue en application des dispositions réglementaires applicables aux établissements Seveso seuil bas à partir de 2023, il est demandé à l'exploitant de convenir de ces dispositions avec les services en parallèle de l'élaboration de son POI et de préciser le délai de mise en oeuvre de cet échange.
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

## N° 8 : État des matières stockées – Mise à jour

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b> La mise à jour de l'état des matières stockées est réalisé chaque soir sur la base des entrées et sorties de produits. Les cuves d'eau de Javel font également l'objet d'une vérification visuelle journalière de leur stock.</p> <p><b>Non conformité n°4 :</b>  L'exploitant doit procéder à une mise à jour journalière pour l'ensemble des matières dangereuses et non pas uniquement l'eau de Javel. L'état des stocks doit être accompagné d'un plan général des zones de stockages.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 9 : Remise de l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2018, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude de dangers de l'établissement est transmise au Préfet pour le 31 décembre 2019 (avec copie à l'inspection des installations classées).  [...]  L'étude de dangers démontre par ailleurs qu'une politique de prévention des accidents majeurs, est élaborée et mise en œuvre de façon appropriée.</p>
<p><b>Constats :</b> L'étude de dangers a été mise à jour et sa dernière version remise par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Elle est en cours d'examen par la DREAL, l'inspection du 15 septembre ayant notamment eu comme objectif de contrôler la cohérence de certains points de l'étude de dangers (stockages, produits) avec les éléments repris dans l'étude. L'étude intègre le document de politique de prévention des accidents majeurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Information des ICPE voisines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2018, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines soumises à autorisation ou à enregistrement ainsi que les exploitants d'installations nucléaires de base et d'ouvrages visés aux articles R.551-7 à R.551-11 du code de l'environnement, informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.  Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection du 15 septembre n'a pas mis en évidence la présence d'autres installations classées dans la périphérie immédiate de l'établissement RICHET. L'information des installations classées voisines est donc sans objet à la date de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet